

LISTE DES ACRONYMES

DCPE	Document Cadre de la Politique Economique
DSRP	Document Stratégique pour la Réduction de la Pauvreté
DSRP-MAJ	Document Stratégique pour la Réduction de la Pauvreté Mise A Jour
FAO	Food Agricultural Organisation
FDA	Fonds de Développement Agricole
FERHA	Fonds d'Entretien des Réseaux Hydro-Agricole
FOFIFA	Fotra Fikarohanamombany FAmbolena
INSTAT	Institut National de la Statistique
MAEP	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
MAP	Madagascar Action Plan
MEFB	Ministère de l'Economie des Finances et du Budget
MFB	Ministère des Finances et du Budget
OdR	Observatoire du Riz
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
PD	Pays Développés
PED	Pays En Développement
PIB	Produit Intérieur Brut
PSA	Programme Sectoriel Agricole
SIM	Système d'information sur le Marché rural
UPDR	Unité de Politique de Développement Rural

SOMMAIRE

Introduction

Chapitre I : Contexte et revue de littérature

Chapitre II : Croissance démographique, facteur de l'importation de

riz

Chapitre III : Analyse de la filière riz et politiques y rattachées

Conclusion

INTRODUCTION

Avec un PIB (Produit Intérieur Brut) de 382,2 dollars par habitant, Madagascar se trouve parmi les dix pays les plus pauvres au monde¹. La réduction de la pauvreté représente un de ses plus grands défis. L'agriculture peut contribuer à la réduction de la pauvreté (Christiansen et al., 2005). Pour cela, elle doit promouvoir la croissance de la production agricole. Une grande partie des ménages ruraux malagasy située en dessous du seuil de pauvreté vivent de l'activité agricole, notamment moins de 25 % d'après Pierre Bernard et al. (2007). La part de l'agriculture dans le PIB était de 29,10% en 2009². Cette part est assez importante, c'est ce qui montre la faiblesse du revenu de la population rurale. De ce fait, les rendements seront faibles ainsi la croissance de la grande île restera en stagnation.

Le riz, considéré comme un produit stratégique, fait vivre la population dans le monde rural. Il acquiert une valeur économique du fait qu'il constitue une source de revenus pour les 86% des ménages ruraux (Minten et al., p.42, 2006), d'une part et une valeur sociale puisqu'il est l'alimentation de base de la population ainsi qu'une valeur culturelle grâce à la place qu'il occupe dans la culture malagasy (Dabat et al., 2008) d'une autre. Par ailleurs, le rythme d'extension des superficies cultivées en riz est dépassé par la croissance démographique. La production nationale n'arrive donc pas à couvrir les besoins de la population. Madagascar a alors mis en place plusieurs politiques et stratégies agricoles afin de remédier cette situation de pénurie. Pourtant, elle n'arrive pas à réduire l'écart qui existe entre la production de riz et la demande locale. Ceci reste le plus grand défi de chacun des dirigeants qui se sont succédés. La problématique qui se pose est : ***Pourquoi Madagascar importe-t-elle toujours du riz ?***

Afin de répondre à cette problématique quelques hypothèses ont été avancées comme la forte croissance de la population ramenant à une augmentation de la consommation, l'échec des politiques agricoles, le problème d'accès aux intrants.

Cette étude consistera alors à chercher les raisons de l'importation de riz du pays. Le plan de ce mémoire se présentera de la manière suivante :

-Le premier chapitre exposera revue de littérature sur le riz ainsi que son importance dans le monde et particulièrement la place qu'il occupe dans la vie des Malagasy. Le riz se trouve au cœur de la culture de ces derniers.

¹ Classement 2017 des pays les plus pauvres au monde, <https://www.afrikmag.com>

² Les politiques agricoles à travers le monde quelques exemples, www.agriculture.gouv.fr

-Le deuxième chapitre parle de la croissance démographique et sa conséquence au niveau de la production rizicole. Il met en évidence l'importante évolution de la population depuis l'année 1960.

-Le troisième chapitre évoque les politiques agricoles adoptées par le gouvernement malagasy. Etant donné que le riz importe beaucoup à cette population, chaque dirigeant a consacré au moins un programme pour l'agriculture. Il analyse l'efficacité de quelques politiques agricoles.

Chapitre I : Contexte et revue de littérature

Section 1 : Contexte

L'économie de Madagascar est essentiellement constituée par l'agriculture. La majorité de la population active, notamment les 80%, travaille dans le secteur agricole. Ainsi, l'agriculture contribue jusqu'à 30% du PIB (Produit Intérieur Brut) du pays³. La culture vivrière est principalement rencontrée dans les régions rurales et pratiquée par la population rurale où le riz domine. Mais d'autres cultures de rentes telles que litchis, vanille, épices, etc. existent aussi, elles sont destinées à l'exportation.

En tant qu'aliment de base, le riz se trouve au premier plan. Le développement économique de l'île dépend même de cette céréale. Il contribue à peu près de 12% au PIB national et de 43% au PIB agricole. Les 85% des agriculteurs sont des riziculteurs. D'ailleurs, le riz constitue la principale source de revenus des familles dans 45% des communes malagasy⁴. Madagascar faisait partie des pays exportateurs de cette denrée alimentaire jusqu'aux années 70, mais depuis, elle devenait et est encore importatrice de ce produit. L'année dernière (2017), l'importation de riz montait à hauteur de 247 207 tonnes. La production locale est vraiment loin de couvrir les besoins du pays. Techniquement, la riziculture malagasy se révèle non performante. Les rendements n'atteignent qu'à environ les 2,5 tonnes par hectare. Comparés à ceux observés dans les pays asiatiques, ces rendements sont très minimes. La part majeure de la production est destinée à l'autoconsommation.

Section 2 : Revue de littérature

2.1. L'importance du riz dans le monde

Dans ce monde, le riz est considéré comme la principale denrée alimentaire de presque la moitié de la population mondiale. Il contribue à plus de 20% à la fourniture mondiale en calorie consommée. Plus de deux milliards des asiatiques y tirent 80% de leur calorie (FAO, 2001). En Asie, 95% du riz mondial est produit et

³ Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt – Politiques agricoles à travers le monde – Fiche pays – Madagascar, 2015

⁴ Marie-Hélène Dabat, Olivier Jenn Treyer, Simon Razafimandimby Et Louis Bockel, « L'histoire inachevée de la régulation du marché du riz à Madagascar », Economie rurale, 2008

consommé. Par contre, en Europe et en Amérique du nord, le riz a une importante croissance sur le marché en tant que denrée alimentaire.

Assurant plus de 90% de la production mondiale, le riz est essentiellement asiatique. L'Afrique et l'Amérique du Nord ne produisent respectivement que les 2,8% et les 3,2% (Hirsch, 1999). Les cinq premiers producteurs qui sont la Chine, l'Inde, l'Indonésie, le Bangladesh et le Vietnam détiennent cette production de paddy qui est estimée à 591 millions de tonnes en 2001. L'avantage relative à la production de riz n'est réservé qu'à un nombre limité de pays. Donc, selon la FAO, les vingt-six plus grands producteurs d monde réalisent une production comptant pour plus de 96% de la production mondiale du riz. Dix-huit de ces producteurs se trouve dans le Sud, le Sud-Est et l'Est du continent asiatique. Les autres pays dont Madagascar, Brésil, Russie, USA, Colombie, Iran, Nigéria, Egypte ne produisent que moins de 6% du riz mondial.

2.2. Le riz à Madagascar

Le riz, un produit pas comme les autres

Dans la grande île, l'importance accordée à la riziculture est considérablement grand. Le riz pèse sur plusieurs domaines tels que la politique, l'économie, le social. Ce produit extraordinaire influence les motivations ainsi que les comportements des agents économiques. De ce fait, l'augmentation de la production de riz, en quantité devient un but particulier afin d'assurer tant l'autosuffisance nationale que les marchés extérieurs (Dabat et al., 2008).

Plusieurs fonctionnalités sont attribuées au riz, parmi elles, sa fonction en tant que denrée alimentaire et sa fonction économique. Celles-ci ont été prouvées par de nombreuses études (le Bourdieu, 1974 ; Roubaud, 1997 ; FOFIFA/IFPRI, 1997 ; UPDR/FAO, 2000 ; Minten et Zeller, 2000 ; Razafidraonona et al., 2001 ; Bockel, 2002 ; Frasin, 2002 ; World Bank, 2003). Le secteur agricole représente 29,1% du PIB du pays et emploie plus de 80% de la population active⁵. 85% des exploitants cultivent du riz, principale culture en terme d'occupation de la superficie agricole

⁵Les politiques agricoles à travers le monde quelques exemples, www.agriculture.gouv.fr

pour les trois quarts des communes malgaches et principale source de revenu des ménages dans 45% des communes. La consommation de riz par habitant de l'ordre de 125 kg par an, est l'une des premières au monde. Ainsi les performances de la filière déterminent de manière significative le dynamisme du secteur agricole et de l'économie nationale. Sa valeur ajoutée économique directe, calculée en 1999, contribue à hauteur de 12% au PIB national et de 43% au PIB agricole en termes courants (Dabat, 2002).

A Madagascar, le riz n'est pas apprécié que par sa fonction économique, il remplit d'autres fonctions de nature culturelle, politique et sociale. Un grand nombre de légendes et de mythes prouvent l'incontestable valeur du riz aux yeux des Malagasy. Cette céréale tient une place unique dans les cérémonies qui retrace les rapports sociaux. Le Santa-bary, qui célèbre les prémisses, demeure le rite le plus célèbre auprès des Merina. Il repose sur la croyance que le riz précoce dégage une force dangereuse appelée rituellement hasina, offerte aux puissants, seuls capables de le recevoir. C'est une allégeance au pouvoir par le magico-religieux. Ainsi, les rois merina ont récupéré les images du riz pour renforcer leur pouvoir politique en associant le riz d'une part avec dieu et d'autre part avec eux (Rakotomalala et al., 2001). Les dirigeants qui ont succédé aux rois, ont aussi utilisé le riz pour consolider leur pouvoir. Ceux qui ont voulu mettre le riz au second plan ont pris des risques en Imerna : mécontentement populaire quand le président Tsiranana, sous la première République, a voulu favoriser les cultures d'exportation, comme le café, et de nouvelles cultures, comme le soja, au détriment du riz ; déception de la capitale quand, sous la deuxième République, en période de pénurie de produits de première nécessité, le président Ratsiraka a proposé le remplacement du riz par d'autres produits vivriers ; satisfaction populaire a contrario quand toujours le même président Ratsiraka a favorisé, en 2000, l'importation de riz étranger à très bas prix en période de campagne électorale.

Augmenter la production de riz

Ayant une ampleur aussi importante dans l'économie, le secteur rizicole devient un objet essentiel des politiques publiques. La quasi-totalité des documents-cadres et stratégiques de l'Etat, à des degrés divers, font référence à la production rizicole ou à

la filière riz comme levier de développement. L'objectif unique et consensuel est d'accroître la production pour auto-alimenter le pays et exporter. La manière d'y parvenir reste donc à débattre : soit par intensification dans les zones à fort potentiel qui ont déjà des rendements supérieurs à la moyenne nationale (Lac Alaotra, Marovoay, périmètre irrigué de la côte ouest...), soit par amélioration de la productivité dans l'ensemble des zones rurales rizicoles, soit par extensification de la production de type « agrobusiness » dans de nouvelles zones disponibles (Dabat, 2008).

Le document de politique de développement rizicole pour la période 2003-2010 lui-même, élaboré par le ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche (MAEP), affiche comme défi principal le renversement de la tendance à la baisse de la disponibilité en riz par tête enregistré au cours des 40 dernières années. Les objectifs pour 2010 étaient d'augmenter de 114% la production de paddy, sans dégrader l'environnement, pour satisfaire une population en croissance de 32% et exporter 1,8 millions de tonnes annuelles. Ces objectifs paraissent peu réalistes confrontés aux réalités de terrain. D'ailleurs, l'amélioration de la qualité du riz pour le marché national ne figure nulle part.

L'exigence en qualité de riz

La qualité du riz a grande signification pour le consommateur malagasy. Il faut apporter la distinction entre la qualité des différents riz et les indicateurs de qualité. Plusieurs travaux en économie de la qualité partent de la constatation d'une double distanciation progressive : d'une part, le développement des villes a favorisé l'éloignement des consommateurs de la production agricole (Requier-Desjardins, 1989 ; Hugon, 1998 ; Padilla, 1998 ; Bricas et Seck, 2004) ; d'autre part, un transfert de l'expertise en alimentation s'est opéré depuis les ménages vers les nouveaux spécialistes de la consommation que sont devenues les industries agroalimentaires, les supermarchés et les unités de restauration (Valceschini et Nicolas, 1995 ; Coestier et Marette, op. cit...). Du fait de cette distanciation, le consommateur urbain devient l'auteur de l'évaluation de la qualité. Selon la littérature, la qualité est de nature multidimensionnelle. Les différentes sphères de jugement conditionnent la perception de la qualité en question. Par exemple, les dimensions nutritionnelle

(composition quantitative et qualitative en nutriments), sanitaire ou hygiénique (propreté bactériologiques...), fonctionnelle ou d'usage (divers services inclus dans le produit), organoleptique ou psychosensorielle, gustative et culturelle, sociale et symbolique (Sylvander, 1995 ; Cazes-Valette, 1998).

Pour l'évaluation de la qualité (Dabat et al., 2008), les consommateurs malagasy ont établi les critères suivant :

- ✓ La présence de cailloux ;
- ✓ La présence de grains noirs : issus des mauvaises herbes ;
- ✓ La présence de poussière de son : s'évalue en plongeant la main dans le riz ;
- ✓ La présence de paddy : dépend de la dureté des balles ;
- ✓ La présence de brisures : nuit à la cuisson, elle est liée à l'humidité et à la forme du grain ;
- ✓ L'humidité du riz : se détecte par la présence de poussières de son ;
- ✓ La présence de grains de riz verts (grain immature) ;
- ✓ La morphologie du grain : dépend des préférences du consommateur ;
- ✓ La couleur du grain : varie du blanc au très rouge ;
- ✓ La translucidité ou opacité du grain : la plupart des riz sur le marché sont opaques. Pour exprimer la translucidité, on utilise le mots « manjelatra » ;
- ✓ Le gonflement du riz : apprécié pour son volume après la cuisson ;
- ✓ Le mohaka : phénomène de prise en masse du grain de riz lors de la cuisson ;
- ✓ Le mantamohaka : problème lié à l'hétérogénéité de cuisson des grains de riz ;
- ✓ Le temps de cuisson : la préférence va vers un riz qui cuit rapidement ;
- ✓ Le goût sucré : la plupart es riz malagasy possède ce critère, surtout les riz rouges ;
- ✓ Le goût laiteux (ou gras)
- ✓ Le goût astringent : on le rencontre chez les riz trop rouges, et se caractérise par son aspect qui sèche la langue ;
- ✓ Le riz sans goût : le riz qui n'a ni goût sucré ni goût laiteux ;
- ✓ L'éparpillement des grains : apprécié pour la préparation du « varymaina » ;
- ✓ La fermeté du grain : le riz est soit ferme, soit moyen (ferme mais pas trop ferme), soit mou ;

- ✓ La tenue au ventre : lié à la fermeté du grain, plus le riz est ferme, plus il tient au ventre ;
- ✓ La satiété : définie par l'expression « on a vite plus faim » ;
- ✓ La facilité à digérer : associé à la consommation du varymaina.

Ces critères sont regroupés selon le choix de préparation des plats. Les plus importants sont liés à la propreté du riz et aux défauts du grain. Puis viennent ensuite les critères liés à sa cuisson. La préférence va en priorité à des riz qui gonflent, qui ne présente pas les phénomènes de mohaka et de mantamohaka, et qui sont rapide à cuire.

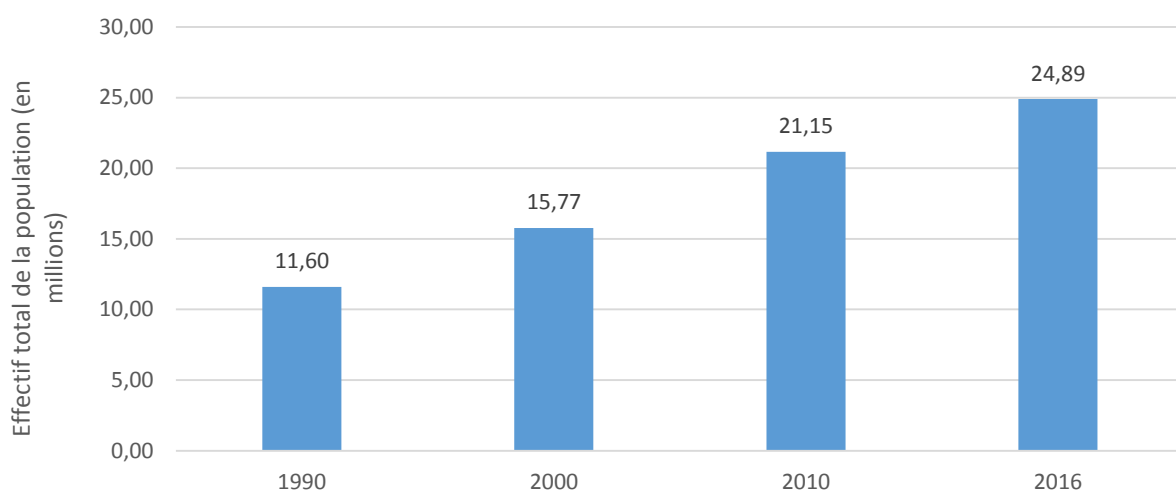
Chapitre II : La croissance démographique, facteur de l'importation de riz

Section 1 : Evolution de la population des deux dernières décennies

Pour l'ensemble de la période de 1990 à 2016, on enregistre une population moyenne annuelle aux alentours de 18 millions d'habitants. On constate une forte augmentation de la population depuis la première année d'observation (1990). On peut même remarquer que la population a plus que doublé entre ces deux périodes. Etant l'un des plus gros consommateurs de riz au monde, un homme malgache consomme du riz trois fois en une journée. La consommation moyenne par habitant est de 128 kg de riz par jour (UPDR/FAO,1999-2000). Vue la croissance démographique, la consommation en riz ne peut qu'augmenter. En 1990, l'effectif de la population était de 11,60 millions et 24,89 millions en 2016. Le taux de croissance démographique entre ces deux années d'observation est de 2,9%⁶. Or, la production nationale ne suit pas ce même rythme de progression. La demande croît davantage par rapport aux ressources en riz dont dispose l'Etat. La production étant déficitaire doit être compensée par l'importation.

⁶ Taux de croissance démographique issu des données de la Banque Mondiale et de mes propres calculs.

Figure 1 : Evolution de la population de 1990 à 2016



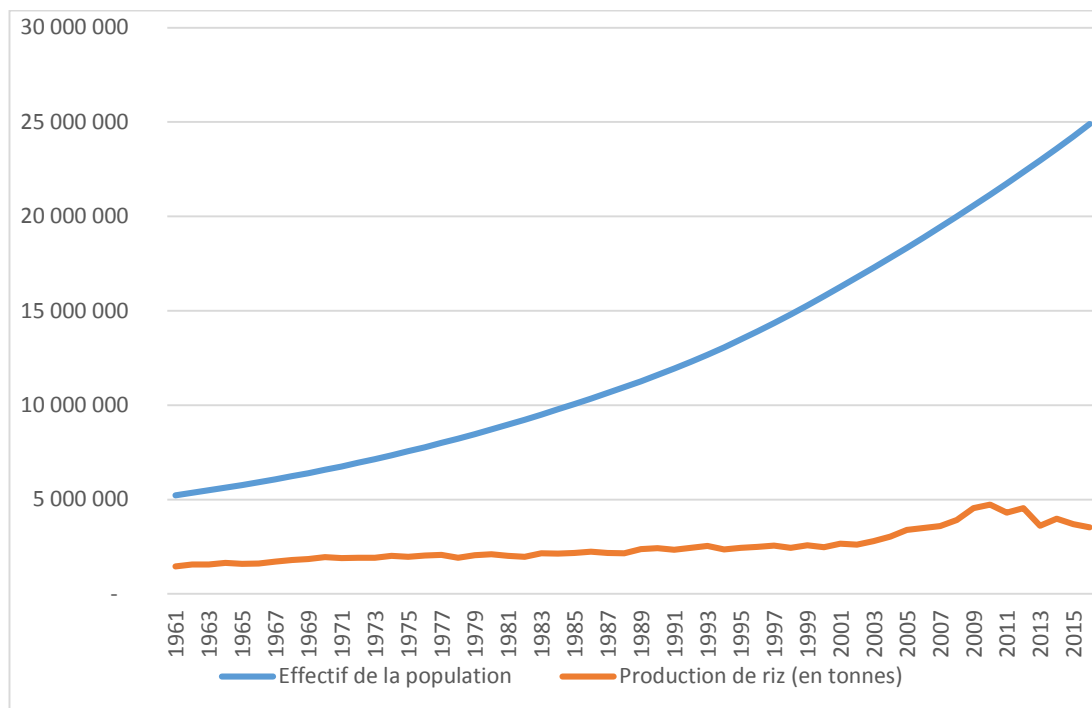
Source : Banque mondiale, mes propres calculs

Section 2 : Une offre nationale insuffisante

D'après Malthus, « Si elle n'est pas freinée, la population s'accroît en progression géométrique. Les subsistances ne s'accroissent qu'en progression arithmétique ». En d'autres termes, la croissance démographique est plus intense que la croissance de la production agricole. Ainsi à long terme, la famine est inévitable parce que les bouches à nourrir sont de plus en plus nombreuses que la nourriture disponible. Cette thèse s'avère être vraie pour Madagascar, tout particulièrement pour le cas de la riziculture.

La riziculture n'est à présent qu'une activité de subsistance, le tiers des exploitants produisent en moyenne près de 800 kg de paddy sur une surface de moins de 1 ha. En outre, la productivité dans ce secteur paraît très faible. Dans les régions les plus productives de l'île, on enregistre à peine les 3 tonnes à l'hectare (Dabat et al., 2000). Cette productivité demeure très médiocre avec un rendement très en deçà des moyennes internationales (Rapport de la banque mondiale, 2011). Face à la forte croissance démographique, la demande nationale s'amplifie de plus en plus. Dans la figure ci-après, la courbe représentant l'évolution de la population possède une pente très raide. Ce qui explique que la consommation aussi suit cette tendance. Par contre, l'évolution de la production n'a pas cette même tendance. Elle est plutôt faible.

Figure 2 : Evolution de la production par rapport à la croissance démographique (1961-2016)



Source : Perspective monde, Outil pédagogique des grandes tendances mondiale depuis 1945, consulté le 19 janvier 2018

Si on observe bien ce graphique, on peut constater que la production rizicole a généralement augmenté au fil des années. Mais il a quelques exceptions, elle a baissé en 1965, 1971, 1978, 1982, etc... La baisse la plus importante connue par ce secteur était celle de 2011. Le taux de décroissement s'élevait jusqu'à 9,24%, par rapport à l'année qui la précédait (2010). Tandis que la croissance démographique, elle semble très élevée. Entre 1960 et 1965, le taux d'accroissement de la population était 13,14%. Depuis, ce taux n'a cessé d'augmenter. L'effectif de la population allait de 5 099 373 d'habitants en 1960 à 24 894 551 en 2016 alors que la quantité de riz produit va seulement de 1 millions de tonnes à environ 4 millions de tonnes. Pour l'année 2015, le nombre de populations était de 24 234 088 et la production de riz était de 3 691 937 tonnes. Si on établit le rapport production/population, on obtient 0,1523 de tonne soit 152kg de riz par habitant.

L'observation du graphe ci-dessus, nous mène à la conclusion que la population croit de manière très rapide. Or, si la population augmente, la production agricole doit aussi croître dans ce même rythme afin d'éviter la famine. Pour cela, on a le choix entre augmenter la superficie des terres cultivables et améliorer la productivité de terres déjà exploitées. C'est alors que le gouvernement malagasy a mis en place des politiques et stratégies agricoles. On va les voir de plus près dans le chapitre qui suit.

Chapitre III : Analyse de la filière riz et politiques y rattachées

Section 1 : Analyse SWOT de la filière riz

1.1. Les atouts de la riziculture malagasy

Madagascar est une île dont le climat paraît fort favorable à différentes cultures, entre autre le riz. Ce type de climat permet à la population de récolter cette céréale deux fois en une année, selon la région. La pratique de cette culture peut se faire dans plusieurs zones du pays. En outre, elle est dotée de vastes terres cultivables dont la plupart est inexploité ou sous-exploité. Ces terres peuvent servir pour la culture de riz. S'ajoute à cela la quantité massive de main d'œuvre à la disposition de la filière puisque près de 90% des agriculteurs sont aussi des riziculteurs. Etant l'un des plus grands consommateurs de riz au monde, un homme malagasy en mange trois par jour. Selon l'enquête du FAO/UPDR en 1999, cette consommation varie de 138 kg en milieu rural à 118 kg en milieu urbain. C'est pour cette raison qu'une grande partie de la production est autoconsommée. Au niveau de la technique, la maîtrise de l'eau n'est pas encore au point, mais les agriculteurs sont en bonne voie de l'améliorer.

1.2. Les faiblesses de la riziculture malagasy

Problème foncier

L'insécurité foncière règne sur le territoire malagasy. Nombreux sont les agriculteurs concernés par ce cas. 53% des riziculteurs interrogés (60% sur les Hautes-Terres, 79% du Lac Alaotra) lors d'une enquête conjointe du Ministère de l'Agriculture et de la FAO en 1999, en sont victimes. Le problème foncier engendre plusieurs types de contraintes dont la rareté des terres, le coût élevé d'acquisition des titres, la complexité de la procédure d'acquisition et la longueur du traitement des dossiers (jusqu'à 7 ans de délai), l'éloignement du service des Domaines et le manque de coordination entre projets (DABAT et al., 2000).

Si l'on considère le cas d'acquisition des titres fonciers, seul les 10% des agriculteurs sont en possession de ce document en 2005. Cela s'explique par la faiblesse du revenu des exploitants agricoles et que le coût d'acquisition du titre n'est pas à leurs portées.

Problème d'accès aux intrants

La pratique de la riziculture demande beaucoup d'investissements. Parmi ces dépenses, on a les engrais chimiques, les tracteurs, les motoculteurs, les charrettes, les Charrue à bœufs, etc. en vue d'améliorer le rendement ainsi que de garder la fertilité de sols. L'apport extérieur est donc d'une utilité primordiale. Or, avec un pouvoir d'achat assez limité, les paysans ne disposent pas les moyens nécessaires pour se les procurer.

Tableau : Niveau d'équipements des riziculteurs

Type de matériel	%	Type de matériel	%
Tracteur avec accessoires	0,2	Houe rotative/sarcluse	14,4
Motoculteur avec accessoires	0,1	Pulvérisateur	3,5
Charrette	26,4	Angady/pelle/pioche	97,3
Charrue à bœufs	33,0	Faucille/ coupe coupe	92,0
Herse à bœufs	28,8		

Source : Enquête FAO/UPDR 99

1.3. Les opportunités

Une énorme opportunité s'est offerte à Madagascar lors de l'accueil du sommet international du SRI (Système de Riziculture Intensive), 2009. Ce sommet a permis la promotion de cette technique auprès des principaux concernés, les agriculteurs. Le SRI est désormais pratiqué dans plusieurs zones de productions par environ les 28% des riziculteurs. Si les conditions d'optimalité se présentent, la production doit augmenter de 12 à 15 tonnes par hectare. Grâce à ce système, les agriculteurs feront moins de dépenses. 50 % d'eau et 90 % de semences seront économisées. Cette méthode ne nécessite aucune utilisation d'herbicides ni d'engrais.

Sur le plan international, la demande en riz croît de plus en plus. Le riz malagasy peut très bien se mettre en compétition avec celui des grands producteurs de riz

mondial tels que Thaïlande, Pakistan, Inde, etc. La qualité du riz de luxe de Madagascar satisfait les attentes des consommateurs internationaux. De ce fait, l'exportation de ce riz est, pour le pays, une source de devises qui permettrait de réduire son déficit commercial.

1.4. Les menaces

Les risques météorologiques

La culture de riz est menacée par la détérioration du climat. La sécheresse, l'inondation, les cyclones sont les principaux aléas climatiques qui dégradent l'environnement, et qui entraînent par la suite la baisse de fertilité des sols. Par exemple, en 2005, les cyclones Felapi et Ernest ont dévasté des hectares de rizières dans les Régions de Menabe et d'Atsimo Andrefana. De même pour la sécheresse de l'année 2016, celle-ci a engendré une baisse considérable de la production de riz, qui a impliqué par la suite une hausse de l'importation de ce produit jusqu'à 247 207 tonnes pour le premier semestre de 2017 seulement.

La baisse de fertilité des sols

La pratique du système de culture « tavy » ne peut s'effectuer qu'après une déforestation. Cette atteinte à l'environnement engendre de grave conséquence surtout sur le changement climatique. Par ailleurs, la phosphore est un élément qui favorise la fertilité des sols. Ce système de culture est l'un des facteurs qui éliminent peu à peu cet élément-là.

L'insécurité

Toute sorte d'insécurité se constate actuellement dans le monde rural. Les exploitants agricoles sont menacés de vols de récoltes, vols de bétails ainsi que des contraintes socioreligieuses. Plus de la moitié (64,5%) des ménages ruraux sont victimes d'insécurité agricole, selon L'EPM 2000. Cela constitue une condition défavorable à la culture de riz.

Bref, malgré les nombreux avantages de la filière, les contraintes le sont encore plus. Les différents problèmes tels que l'accès aux intrants, l'insécurité, les problèmes fonciers prônent. Ainsi la motivation des agriculteurs est sensiblement affectée, entraînant par la suite un mauvais rendement de la production. L'hypothèse disant que le problème d'accès aux intrants et l'insécurité conduisent le pays à recourir à l'importation est donc vérifiée.

Section 2 : Les politiques agricoles et rizicole malagasy

2.1. Les politiques agricoles depuis 1960⁷

Depuis que Madagascar a obtenu son indépendance, elle s'est penchée sur l'activité agricole notamment sur la culture de riz vue que la plupart de la population pratique la riziculture. L'économie de transition de 1972 a eu des répercussions dans nombreux secteurs d'activité, et le secteur agricole y compris. Des politiques de restriction ont été imposées aux commerciaux et producteurs. Mais, lors de la révolution Nationale Démocratique, ces restrictions ont été supprimées. L'Etat a, à partir de ce moment, entamé son intervention au niveau de la production, de la distribution, de la transformation ainsi que de la consommation par le biais de la subvention. Cela a entraîné l'intensification de la situation de pénurie du fait que la motivation des producteurs diminuait.

Les déséquilibres ont poussé l'Etat, dans les années 80, à faire appel aux bailleurs de fonds tels que le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale. Cette collaboration mène à la mise en place des Programmes d'Ajustement Structurel pour corriger ces déséquilibres. Les accords, entre les deux parties, ont été suspendus pendant quelques années à cause de la crise de 1991, mais ont repris leur cours dès 1996. Donc, les concepts de libéralisation et de privatisation se sont développés peu à peu. De ce fait, l'Etat commençait à appliquer la vérité des prix sur tous les produits commercialisés y compris les intrants (engrais et pesticides).

⁷ Voir Cahier de la recherche sur la politique alimentaire (Revue des politiques de réforme des marchés à Madagascar) par la FOFIFA, octobre 1997.

Le réengagement de Madagascar dans la voie de l'Ajustement Structurel, en 1996, l'oblige à ne plus intervenir dans certains secteurs d'activité. Ces désengagements sont soulignés dans plusieurs documents notamment le Document Cadre de la Politique Economique (DCPE), le Document Stratégique pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP) ou encore le Madagascar Action Plan (MAP). Ce qu'il faut retenir sur la DSRP⁸ c'est que sa présentation auprès des partenaires techniques et financiers a entraîné une annulation importante du stock de la dette de Madagascar. C'est en juin 2005 qu'on l'a actualisé et nommé DSRP-MAJ (Mise A Jour). Ces politiques ne présentent pas d'objectif particulier concernant la réduction de l'importation de riz.

Avant l'entrée du MAP ou Madagascar action plan en octobre 2006 pour la période 2007/2012, on a eu la « Vision Madagascar, naturellement » qui tient compte des objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Ce programme opère surtout sur le développement du monde rural. Ses actions sont axées sur la promotion de l'agriculture industrielle diversifiée satisfaisant l'alimentaire et le non alimentaire, tournée vers l'exportation et l'économie de services tels que le tourisme et le crédit agricole. Puis vient le Map qui décrit la nouvelle stratégie et le plan d'action destinés à stimuler la croissance économique et à réduire la pauvreté. L'engagement 4 de ses huit engagements est dédié au développement rural avec six défis à relever dont sécuriser la propriété foncière, améliorer l'accès au financement rural.

Pour la période 2004 à 2009, le MAEP (Ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de la Pêche) a mis en place le plan quinquennal pour le développement rural « Master plan ». Le Master plan a comme objectif d'accélérer la croissance de l'économie rurale en agissant sur le système de production agricole, d'élevage et de pêche traditionnelle.

Le programme sectoriel agricole (PSA), une politique sectorielle élaborée en janvier 2008 pour, au sens large, moderniser l'agriculture à Madagascar. Les projets du PSA sont qualifiés de régionaux et de nationaux puisqu'ils vont aider à la réalisation des défis de l'engagement 4 du Map sur le développement rural ainsi que de l'engagement 1 du Map sur la gouvernance responsable. Il comprend dix-sept sous programmes opérationnels tels que la sécurisation foncière, la mise en œuvre du

⁸ Politiques agricoles à Madagascar, par L'Association Inter-réseaux Développement rural, février 2009, consulté le 12 décembre 2017.

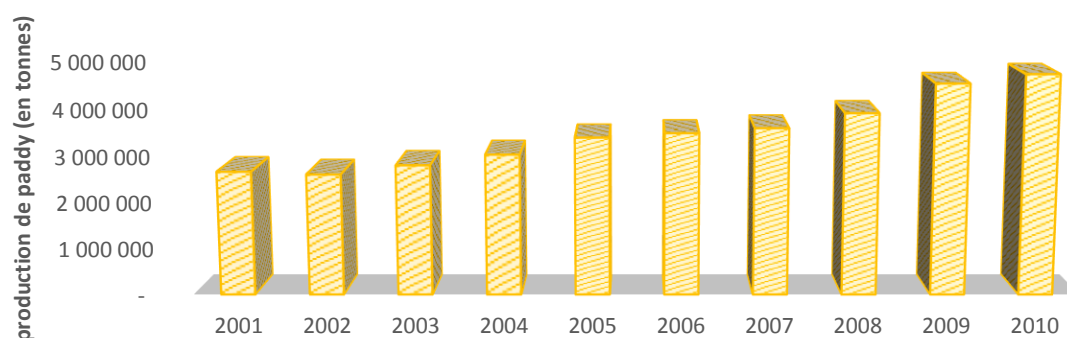
fonds de développement agricole (FDA), la promotion du crédit agricole, la gestion de risque en milieu rural, bassins versants, périmètre irrigués, intrants, équipements, mécanisations, recherche-développement, sécurisation des pôles de production et sécurité alimentaire, développement élevage développement pêche, développement filières à valeur ajoutée, infrastructure d'accès aux marché et intégration régionale, renforcement des filières agro-industrielles, promotion de la transformation et des agro-industries, renforcement du MAEP, formation agricole et rurale, décentralisation.

2.2. L'évolution de la riziculture après les politiques agricoles

De 2004 à 2009, le MAEP a adopté le « Master plan ». C'est alors que ce ministère orientait ses actions vers le développement du système de production agricole, d'élevage et de pêche traditionnelle. Effectivement, on peut constater que la production de paddy s'est améliorée grâce au Master plan. Durant les cinq années d'exécution, cette dernière n'a connu que de la croissance, mais une croissance assez limitée. Le taux de croissance de la production de paddy de 2004 à 2009 n'était seulement que de 8,4%⁹. En effet, cette politique influençait positivement la production de paddy. Puis, le SRI a été intégré en 2009. Un système qui a pour objectif d'améliorer la production de 12 à 15 tonnes par hectare. On constate que la production de 2010 n'est pas moins que celle de 2009. Mais l'augmentation attendue n'a pas pu être réalisée. L'illustration ci-dessous montre parfaitement le développement de la production de paddy en une décennie.

⁹ Taux de croissance issu des données de l'INSTAT et de mes propres calculs.

Figure 3 : Production de paddy de 2001 à 2010



Sources : INSTAT, mes propres calculs

2.3. L'échec des politiques agricoles

Pendant les années 60, l'intervention étatique dans le secteur rizicole a été limitée. Sa mission ne consistait qu'à assumer sa fonction gendarme. C'était alors le secteur privé qui contrôlait les activités ayant rapport avec la riziculture. Dès le début des années 70, l'Etat a pris le contrôle la nationalisation de la transformation ainsi que de la commercialisation interne et externe du riz tout en induisant une politique interventionniste des prix. Par cette intervention, l'Etat espérait rendre le prix du riz accessible aux consommateurs urbains. Ce fut un échec du fait que cette politique entraînait une augmentation générale des prix.

Les prix réels du paddy ont diminué entre 1970 et 1984, malgré une évolution assez favorable des prix nominaux, tandis que les prix à la consommation, poussés par l'inflation domestique, augmentaient pendant cette période. L'absence d'incitation par les prix provoqua une marginalisation du monde rural et un repli de la production. La production moyenne commercialisée est passée de 175.000 tonnes en 1970 à 155.000 tonnes en 1977. La commercialisation a rencontré des difficultés dues aux coûts de transaction élevés, mais également à l'insuffisance de la production, et par conséquent, à la nécessité d'importer massivement du riz. Les importations de riz ont culminé à 350.000 tonnes en 1982 (DABAT et al., 2000).

Dans les années 80, la libéralisation a pris place. C'est le début de la mise en pratique des mesures d'ajustement structurel dans le secteur rizicole. En plus de ces

mesures, l'Etat doit se désengager de son rôle dans la distribution des intrants et celui dans le secteur d'irrigation. Plusieurs activités comme la distribution d'intrants sont en phase de privatisation. La privatisation a eu des conséquences lourdes sur les marges commerciales brutes des opérateurs. Ces dernières ont diminué.

En conclusion, la forte intervention de l'Etat sur nombreuses activités notamment sur la filière riz, jusqu'au milieu des années 80, a provoqué une énorme hausse des importations. Dans le cadre de l'ajustement structurel, la politique de libéralisation de la filière basée sur la privatisation du marché interne et le désengagement de l'Etat, n'a pu augmenter l'offre de paddy sur le marché que pendant une courte période. L'Etat a donc échoué dans ses politiques agricoles et les importations persistent toujours.

CONCLUSION

Pour conclure, les Malagasy accorde beaucoup d'importance à la qualité de riz qu'ils consomment. De nombreux critères ont été observés dans leur manière de choisir le riz. Même si leur pouvoir d'achat sont limités, ils tiennent toujours compte de ces critères de choix.

La croissance démographique paraît très élevée. Cela induit une énorme augmentation de la consommation. La production, de son côté, ne croit pas autant que la population. Donc, l'Etat a pris en main cette situation en élaborant des programmes et stratégies pour améliorer la productivité agricole. En outre, ce secteur d'activité occupe une grande partie du PIB du pays. Quelques politiques agricoles ont eu des impacts positifs sur la riziculture. Pendant les 56 années de pratique, la production rizicole a, en général, connu une augmentation. L'existence de contraintes financière, politique et économique constituent un obstacle suffisamment important pour nuire à l'efficacité de ces politiques, empêchant ainsi une évolution remarquable du niveau de la production agricole. Malgré, le changement de dirigeants entraînant le changement de politiques agricoles, la quantité de riz produite a été maintenue, voire augmentée. Mais elle reste incapable de couvrir la demande nationale. Le gain en production alimentaire semble très faible par rapport à cette augmentation de la population. La forte croissance démographique se révèle donc être le fameux facteur qui pousse à l'importation.

L'efficacité d'une bonne politique agricole forme une des conditions au développement d'un pays. Cela représente un problème fondamental pour les pays en développement. Donc, il faut que nous assurions aussi possible que nous le pourrions le développement du pays en développant et en modernisant l'agriculture. Qu'en est-il donc des moyens à mobiliser pour assurer la promotion de l'agriculture ?

BIBLIOGRAPHIE

AGRICULTURAL AND RURAL DEVELOPMENT UNIT (AFTAR), COUNTRY DEPARTMENT AFCS4, AFRICA REGION, 2011, « *Marchés agricoles à Madagascar : contraintes et opportunités* », Rapport de la Banque mondiale, Rapport No. 66028-MG20 décembre 2011.

BOCKEL, L., 2002, « *Review of Madagascar's rice sub-sector. Madagascar, Rural and Environmental Review* », World Bank, Background report.

BRICAS N., SECK P.-A., 2004, « *L'alimentation des villes du Sud : les raisons de craindre et d'espérer* », Cahiers agricultures, Volume 13, n°1, p. 10-14.

CAZES-VALETTE G., 1998, « *Anthropologie et comportement du consommateur : le cas de la vache folle* », Bourgogne, Acte de recherche en marketing, juin, p. 4-22.

CHRISTIAENSEN, L., L. DEMERY et J. Kühl (2005), « *Agricultural growth, non-agricultural growth and poverty reduction: Evidence from an African Perspective* », World Bank, mimeo.

COESTIER B., MARETTE S., 2004, « *Economie de la qualité* », Repères la découverte, n° 390, 122p.

FOFIFA/IFPRI, 1997, « *Le marché des intrants, le marché des produits agricoles, le comportement de ménages ruraux* ». Cahier de la Recherche sur les Politiques Alimentaires, octobre, 29p.

FRANSLIN J.-H., 2002, « *Quel avenir pour les paysans de Madagascar* », Afrique contemporaine, n°202-203, p. 93-110.

Hugon p., 1998, « *Pluralité des filières d'approvisionnement alimentaire dans les villes d'Afrique francophone* », FAO Aliments dans les villes, Collection d'ouvrages 1- Rome : Bulletin des services agricoles de la FAO, septembre, 132, 29p.

LE BOURDIEC F., 1974, « *Homme et paysages du riz à Madagascar* », Antananarivo, FTM 250p.

DABAT M.-H., FABRE, UPDR, Equipe de consultants nationaux, 2000, « *Diagnostic et perspectives De la filière riz à Madagascar* », octobre 2000.

DABAT M.-H., RAZAFIMANDIMBY, S., DZIDO, RAMANANTSOANIRINA, RATOVO, RAMANANARIVO, Rapport d'activités URP 2002 & 2003

DABAT, M.-H., JENN-TREYER, O., BOCKEL, L., RAZAFIMANDIMBY, S., 2008, « *L'histoire inachevée de la régulation du marché de riz à Madagascar* », Economie Rural, Numéro 303-304-305, Janvier-Juin 2008.

DABAT, M.-H., BRIGITTE PONS, RAZAFIMANDIMBY, S., 2008, « Des consommateurs malgaches sensibles à la qualité du riz », Economie rurale [En ligne], 308, novembre-décembre 2008, mise en ligne le 01 novembre 2010, consulté le 20 janvier 2018. URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/330> ; DOI : 10.4000/economierurale.330

HIRSCH, R., 2000, « *La riziculture Malgache revisitée : diagnostics et perspectives (1993-1999)* », Agence Française de Développement, Département des Politiques et des Etudes, division de la Macro-économie et des Etudes.

ISABELLE DROY, « *Que sont les greniers à riz devenus ? (Madagascar)* », Institute of Research for Development, 1998.

FAO, « *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture* », 2001.

MALTHUS THOMAS ROBERT, 1966 [1798], « *First Essay On Population 1798* », Macmillan, 396p.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE – « *Stratégie nationale de mécanisation de la filière riz à Madagascar* » - 2015.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE, 2007, « *Programme de Promotion des Revenus Ruraux (PPRR)* », Août 2007.

MINTEN, B., BARRETT, C., RANDRIANARISOA, J.-C., RANDRIAMIARANA, Z., RAZAFIMANANTENA, T., 2006, « *Riz et pauvreté à Madagascar* », in AfricaRegionWorking Paper Series n°102, 186p.

MINTEN B., ZELLER M., 2000, « *Beyond Market Liberalization: Welfare, income generation and environmental sustainability in rural Madagascar* », Aldershot: Ashgate.

PADILLA M., 1998, « *La sécurité alimentaire des villes africaines : le rôle des systèmes d'approvisionnement et de distribution alimentaire* », FAO Aliments dans les villes, Collection d'ouvrages 1- Rome : Bulletin des services agricoles de la FAO, septembre, 132, 40p.

P. BERNARD, A., R. RAMBOARISON, L. RANDRIANARISON, ET L. RONDRO-HARISOA : *Les implications structurelles de la libéralisation sur l'agriculture et le développement rural. Première phase : Synthèse nationale*, EPP/PADR - Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche/UPDR - APB Consulting, Etude de cas pour le pays, entreprise pour RuralStruc, Antananarivo, 2007. Traité.

REQUIER-DESJARDINS D., 1989, « *L'alimentation en Afrique : manger ce que l'on peut produire* », Paris, Karthala, 169p.

ROUBAUD F., 1997, « *La question rizicole à Madagascar : les résultats d'une décennie de libéralisation* », INSTAT, Revue économie de Madagascar « *Agriculture : enjeux et contrainte de la libéralisation* », n°3, octobre, p.37-61.

RAKOTOMALALA M., BLANCHY S., RAISON-JOURDE F., 2001, « *Madagascar : les ancêtres au quotidien* », Paris, l'Harmattan, 529p.

RAZAFINDRAVONONA, J., STIFEL, D., et PATERNOSTRO, S., 2001, « *Evolution de la pauvreté à Madagascar : 1993-1999* », INSTAT, Avril 2001.

SYLVANDER B., 1995, « *Origine géographique et qualité des produits : approche économique* », Revue de droit rural, n° 237, p. 465-473.

UPDR/FAO/CIRAD, 2000, « *Diagnostic et perspective de la filière riz à Madagascar* », Antananarivo, 89p.

VALCESCHINI E., NICOLAS F., 1995, « *Agro-alimentaire : une économie de la qualité* », Paris, Economica.

WORLD BANK, 2003, « *Reaching the rural poor-A renewed strategy for rural development* », Washington D.-C.

Table des matières

REMERCIEMENTS	3
LISTE DES FIGURES ET DES TABLEAUX	4
LISTE DES ACRONYMES	5
SOMMAIRE	6
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I : CONTEXTE ET REVUE DE LITTERATURE	3
Section 1 : Contexte	3
Section 2 : Revue de littérature	3
2.1. L'importance du riz dans le monde	3
2.2. Le riz à Madagascar	4
CHAPITRE II : LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE, FACTEUR DE L'IMPORTATION DE RIZ	9
Section 1 : Evolution de la population des deux dernières décennies	9
Section 2 : Une offre nationale insuffisante	10
CHAPITRE III : LA PRODUCTION RIZICOLE MALAGASY DEFICITAIRE	13
Section 1 : Analyse SWOT de la filière riz	13
1.1. Les atouts de la riziculture malagasy	13
1.2. Les faiblesses de la riziculture malagasy	13
1.3. Les opportunités	14
1.4. Les menaces	15
Section 2 : Les politiques agricoles et rizicole malagasy	16
2.1. Les politiques agricoles depuis 1960	16
2.2. L'évolution de la riziculture après les politiques agricoles	18
2.3. L'échec des politiques agricoles	19
CONCLUSION	21
BIBLIOGRAPHIE	22